

# Pour une critique de la représentation politique

Il s'agit de **réinventer une culture du quotidien et de la vie en commun**, autant que possible, en dehors des logiques purement comptables et calculatrices, marchandes et gestionnaires, sans chercher évidemment à abolir les moments d'intimité, de solitude, de repos et de temps pour soi-même sans lesquels toute individualité et toute personnalité se dissolvent dans l'appartenance à un tout totalisant. Le problème est principalement de restituer à l'usage commun ce qui a été privatisé dans une logique de profit et d'accumulation d'argent sans reproduire des formes communautaires oppressantes et indépendamment de la médiation d'une administration étatique et d'une planification de la vie qui supprime toute liberté individuelle et collective. Le communisme ne doit clairement plus être compris comme une manière plus rationnelle, consciente, transparente etc. d'organiser la production et la distribution de richesses sous la forme de l'argent, mais comme le fait de se sentir lié par une disposition éthique commune qui reste à élaborer, à laquelle il faut donner forme, puissance et consistance.

Par conséquent, nos luttes ne doivent pas seulement avoir pour fin une redistribution des profits et de la spéculation boursière, mais déboucher sur un processus de soustraction où il s'agit de s'appropriier les conditions matérielles de notre propre autonomie et puissance politique. Il n'y a pas à interpréter ou comprendre ce processus comme une manière de désertier les luttes, mais bien plutôt de les renforcer et de leur donner une consistance telle qu'elles ne s'éteindraient plus à la suite de tel ou tel mouvement contre une réforme, pour dénoncer un fait d'actualité, mais continueraient de se déployer et d'exister dans la durée et dans l'espace.

Construire en commun une forme de vie et d'existence autonome vis à vis de l'économie marchande et recouvrer notre puissance de décider et d'agir sont une seule et même chose.

## Pour le communisme, pour l'autonomie !

Pour plus d'info: [expansive.info](http://expansive.info)

Site collaboratif de diffusion d'informations,  
de témoignages et d'analyses des luttes sur  
Rennes et alentours!

Le site d'infos qui a les crocs!

Au fondement de la légitimité de l'État moderne sous ses diverses formes, on trouve l'**hypothèse du contrat social** selon laquelle nous aurions consenti à nous soumettre et obéir à l'autorité politique représentée par un souverain (le parlement, le chef de l'État, le monarque etc.). Ce qui est commun aux différentes variantes de cette même hypothèse, c'est que si le peuple est bien à l'origine et à la source de la légitimité du pouvoir politique, il ne serait cependant pas apte à l'exercer par lui-même. Cette infirmité congénitale et cette incompétence l'oblige donc à déléguer l'exercice de sa souveraineté à une classe d'agents spécialisés qu'on connaît communément sous le nom de « politiciens ».

On comprend que cette spécialisation et concentration du pouvoir de décision politique, qui découle de cette soi-disant inaptitude des membres du peuple à déterminer leur façon de vivre, d'habiter, de produire etc. sans dirigeants politiques ou experts autorisés, coïncide avec une infantilisation permanente où l'on nous prend parfaitement pour des débiles et des incapables.

Ce processus historique de dépossession de la décision politique est indissociable de la **marchandisation de la nature et du travail** des hommes les réduisant à l'état de « ressources », de forces productives à valoriser dans une logique de croissance de la production et de la consommation sans finalité ni limite déterminées. Le capitalisme est ainsi le processus par lequel toute forme de lien éthique et symbolique entre les hommes et le milieu naturel est brisé, où toutes sortes d'activités et d'échanges sont marchandisées pour être soumis à la logique du rendement et à la recherche de profit (ou simplement pour faire des économies sur le personnel). Ainsi en privant les hommes de tout temps libre hors travail, ou bien en occupant tout ce temps disponible par la consommation de divertissements et la production de services absurdes, on les prive de la faculté de se questionner, de délibérer et décider en commun : on les dépolitise. La boucle est bouclée : puisque nous n'avons pas le temps de penser, des experts le font à notre place, puisque nous n'avons pas le temps de prendre des décisions politiques, des politiciens s'en chargent, et on peut voir de quelle manière.

Aujourd'hui le champ de la représentation politique est en pleine décomposition : les libéraux de gauche et de centre-droit se rassemblent autour de Macron. La droite des emplois fictifs et du grand capital essaie de concurrencer le front national sur son propre terrain en agitant le spectre de la radicalisation islamiste, de la petite délinquance qui pourrit la vie des honnêtes gens, de l'invasion migratoire, du communautarisme etc. Il faut produire l'image d'une société attaquée de toute part pour masquer le fait qu'elle s'autodétruit d'elle-même, que la jouissance de l'instant présent a remplacé la construction d'un avenir désirable, que l'on fait croître le ressentiment sous la forme du racisme, de la haine de l'autre etc., plutôt que de valoriser la recherche commune du bien commun. La gauche antilibérale, de son côté, peine à renouer avec une politique révolutionnaire tout autant qu'elle peine à en finir avec ce parti socialiste moribond dont les mensonges, les renoncements et les politiques économiques en

faveur des patrons et des puissants ont assuré au FN une hégémonie politique significative. La seule stratégie électorale du PS consiste encore à présenter le FN comme un épouvantail auprès des électeurs qu'elle a littéralement écrasés en envoyant systématiquement les forces de l'ordre contre toute forme de contestation : loi travail, aéroport de Notre-Dame des Landes, barrage de Sivens, justice pour Théo etc. La gauche, en abandonnant les classes populaires, et toute critique du capitalisme, a une responsabilité historique dans l'ascension du FN qui habille son nationalisme haineux de mesure « socialiste ». Il ne suffit plus de dénoncer ce parti politique qui se nourrit de la calomnie dans son rôle de victime du système. Son fond de commerce c'est le désarroi et le sentiment de perte d'identité que génère le libéralisme, avec la dissolution des solidarités étatiques (État-providence, services publics) et des formes spontanées de solidarités populaires, intergénérationnelles, rurales etc. Construire et déployer sur tout le territoire une force politique, matérielle, culturelle, enracinée et déterminée susceptible d'opérer une véritable offensive contre ce système politique et économique est la seule réponse adéquate face à ce parti.

**A**insi, notre condition est simple : nous sommes privés de tout pouvoir de décision politique hormis celui de décider qui disposera de ce pouvoir à notre place. Nous sommes privés des moyens matériels de notre autonomie individuelle et collective et contraints, par ce même état de fait, de nous vendre à un employeur en échange d'un salaire pour subsister, payer le logement, l'alimentation, l'essence, les services, les taxes etc. Mais comme l'économie a besoin de moins en moins de main d'œuvre et de travail humain (automatisation, robotisation et délocalisation), de plus en plus de personnes se retrouvent sans salaire et ne sont plus rien d'autre qu'une masse de superflus qu'on nommera chômeur, précaire, exclu, racaille, assisté etc., et qui serviront à assurer les basses tâches que leur propose cette société. En fait, ce qui caractérise essentiellement le capitalisme, c'est la concentration et la centralisation des capitaux, c'est-à-dire de la propriété foncière du sol, des ressources et celle des moyens de production et de tout ce qui est produit, par quelques multinationales et capitalistes à l'échelle mondiale.

**E**n effet, le **droit de propriété** désignait originellement la propriété de soi, celle de ses moyens de production et du produit de son travail, comme la condition de sa liberté personnelle (ne pas être esclave et dépendant personnellement d'autrui, d'un seigneur par exemple). Elle coïncidait avec l'idéal d'une société de petits paysans, artisans, commerçants etc. Aujourd'hui, sous le capitalisme, ce droit de propriété ne sert plus qu'à légitimer celui de s'approprier tous les capitaux, toutes les ressources naturelles disponibles, et d'exploiter le travail d'autrui pour faire des profits. Finalement, nous sommes ainsi tous devenus dépendants, dans tous les aspects de notre existence, de ce tyran impersonnel qu'est l'argent sous la forme du salaire ou des aides publiques, et par conséquent de celui qui détient cet argent ou qui le redistribue : le capitaliste, qui est aussi souvent le financier, et l'État. Ainsi, la propriété privée, positivement conçue comme la condition de la liberté personnelle, est devenue la négation et la privation de cette même liberté pour le plus grand nombre. Elle s'est ainsi construite sur l'expropriation violente des paysans de leur terre, de leur habitat etc., sur la privatisation des terres communales et partagées par et pour les plus démunis, sur le développement du salariat et de la grande industrie dont les conséquences morales,

sociales et écologiques ont été destructrices sur la vie des peuples. Bref, le droit de propriété n'est plus que le vague et lointain souvenir d'une liberté personnelle qui n'a jamais existée ailleurs que dans les livres d'économie politique et d'idéologues libéraux. Il désigne la toute puissance des multinationales, de la grande industrie, de la grande distribution, et notre totale soumission au monde qu'elles produisent.



**D**ans ce contexte, depuis la zone à défendre de Notre-Dame des Landes (contre la construction d'un aéroport), celle de Bure (contre la construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires) et la lutte contre la loi travail ou encore celle contre les violences policières, une perspective révolutionnaire se dessine fondée sur l'appropriation de nos conditions de vie et d'existences matérielles et la joie de lutter en commun face aux politiques libérales et capitalistes.

Il faut continuer à renforcer ce processus en dehors de toute forme de représentation politique dont la condition d'existence est de nous priver de notre pouvoir de décision sur le cours de nos vies (réduites à des choix de consommation de produit, de divertissement ou de programme...), de notre capacité à débattre, élaborer et décider collectivement.

Ainsi, le déploiement d'une politique révolutionnaire repose sur un ensemble de pratiques qui visent à nous soustraire à l'emprise de l'argent sur nos vies : s'approprier collectivement les logements contre les promoteurs et spéculateurs immobiliers, refuser de payer les loyers et développer, par exemple, l'autoconstruction écologique. S'approprier les moyens de produire notre alimentation, de la préparer et de la distribuer par le développement de solidarités paysannes, rurales et urbaines, par la propriété communale du sol et la mise en place de cantines collectives destinées aussi à faire vivre les grèves et l'entraide.

Renouer avec le sens des fêtes populaires et traditionnelles qui rythmaient la vie commune tout au long de l'année en fonction des saisons, de dates symboliques etc. et qui ont été abolies pour y substituer la temporalité homogène et abstraite du travail, sous la forme du salariat, et la consommation marchande.

En fait, il s'agit de se soustraire à la nécessité de gagner de l'argent pour vivre et de s'approprier autant que possible, à travers nos luttes, nos propres moyens d'existence personnels et collectifs sans lesquels parler d'autonomie politique n'a aucun sens et restera un vœu pieux. Il nous faut, à terme, développer nos propres façons d'habiter ce qu'il reste de cette planète écologiquement ravagée, c'est-à-dire nos propres maisons communes, nos propres espaces et lieux d'expression (rencontres, conférences, cinéma, atelier d'art, de danse, de chant, salle de sport), d'organisation (assemblée), de vie et d'entraide (restauration collective, bar, etc.), d'éducation, de soins, de production matérielle (ferme autogérée, entreprises réquisitionnées et expropriées, scierie, forge, boulangerie...).